

ROYAUME DU MAROC
Nador West Med



APPEL D'OFFRES OUVERT SUR OFFRES DE PRIX

N°NWM/DG/02/2014

**LE GARDIENNAGE ET LA SURVEILLANCE DES
BUREAUX DE LA SOCIETE NADOR WEST MED**

CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

Mai 2015

MARCHE

Entre

La société	:	Nador West Med.
Forme juridique	:	SA à Conseil d'Administration
Adresse ou siège social	:	Zone Franche de Betoya, CR Iaazanene, Province de Nador
Registre du Commerce	:	9387
Représentée par	:	Mr. Mohamed Jamal BENJELLOUN
Agissant en qualité de	:	Directeur Général.

Ci-après désignée par le Maître de l'Ouvrage

D'une part,

ET

Monsieur :
Qualité :
Agissant au nom :
Statut de la Société :
Capital de la Société :
Domicile élu :
Inscrit au registre de commerce de :
Sous le numéro :
Affilié à la C.N.S.S. sous le n° :
Patente N° :
Titulaire du compte bancaire n° :
Domiciliation du compte bancaire

Ci-après désignée par le titulaire

D'autre part.

Il a été convenu ce qui suit :

2
67

CHAPITRE PREMIER : CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES

ARTICLE 1 : OBJET DE L'APPEL D'OFFRES

Le présent appel d'offres a pour objet le gardiennage et la surveillance des locaux de la société Nador West Med, sis au 20, Angle Avenue Mohammed VI et Rue D - Rabat à Rabat.

ARTICLE 2 : MAITRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage du présent marché est la société Nador West Med, représenté par son Directeur Général.

ARTICLE 3 : CONNAISSANCE DES LIEUX

Le titulaire reconnaît avoir visité tous les lieux objets des prestations indiqués dans le présent document et a reçu toutes les explications et informations qui lui ont permis l'établissement de ses prix. Il ne peut ultérieurement en aucun cas se prévaloir du manque d'information pour l'exécution de son entreprise dans les meilleures conditions.

Le site objet des prestations est une villa abritant les bureaux de la société Nador West Med à Rabat.

ARTICLE 4 : CONSISTANCE DE LA PRESTATION

Le titulaire doit assurer 24h/24h le gardiennage et la surveillance des bureaux du Maître d'Ouvrage de la société Nador West Med, sis au 20, Angle Avenue Mohammed VI et Rue D – Rabat, conformément aux termes de références objet du CHAPITRE II du présent CPS.

ARTICLE 5 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Les pièces constitutives du marché reconductible sont les suivantes :

1. L'acte d'engagement
2. Le présent Cahier de Prescriptions Spéciales paraphé à toute les pages et signé et cacheté à sa dernière page.
3. Bordereau de prix-détail estimatif.
4. Le CCAG EMO

ARTICLE 6 : VALIDITE ET DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHE

Le marché ne sera valable, définitif et exécutoire qu'après la notification de son approbation par le Maître d'Ouvrage au Titulaire.

Le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité dans le cas où le maître d'ouvrage ne donne pas suite au présent appel d'offres.

L'approbation du marché doit être notifiée à l'attributaire dans un délai maximum de quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date fixée pour l'ouverture des plis. Si la notification de l'approbation n'est pas intervenue dans ce délai, l'attributaire est libérée de son engagement vis-à-vis du maître d'ouvrage. Dans ce cas, mainlevée est donnée, à sa demande, de son cautionnement provisoire, le cas échéant.

Toutefois, NWM peut, dans un délai de dix (10) jours avant l'expiration du délai visé au premier paragraphe ci-dessus proposer à l'attributaire, par lettre recommandée, de maintenir son offre pour une période supplémentaire déterminée. L'attributaire dispose d'un délai de dix (10) jours à compter de la date de réception de la lettre du Maître d'Ouvrage pour faire connaître sa réponse. En cas de refus de l'attributaire, mainlevée lui est donnée de son cautionnement provisoire le cas échéant.

ARTICLE 7 : DUREE DU MARCHE RECONDUCTIBLE

Le marché reconductible sera conclu pour la première année pour une période allant du lendemain de la date fixée à l'ordre de service prescrivant le commencement des prestations du gardiennage et de la surveillance des bureaux de la société Nador West Med jusqu'au 31 décembre de l'année, il sera renouvelé par tacite reconduction d'année en année sans que sa durée totale excède (3) trois ans.

Toutefois, le maître d'ouvrage peut mettre fin au marché reconductible moyennant un préavis écrit de (2) deux mois adressé au titulaire avec accusé de réception.

ARTICLE 8 : NATURE ET CARACTERE DES PRIX

Le marché qui résultera du présent appel d'offres est à prix unitaires.

Les prix du marché reconductible seront établis en dirhams et comprennent le bénéfice ainsi que tous droits, impôts, frais généraux, faux frais et d'une façon générale, toutes les dépenses qui sont la conséquence nécessaire et directe des prestations du gardiennage et de la surveillance des bureaux du Maître d'Ouvrage à Rabat.

Les prix sont fermes et non révisables durant la durée d'exécution du présent marché reconductible. Toutefois, si le taux de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) est modifié postérieurement à la date de la remise des offres, le maître d'ouvrage répercute cette modification sur les prix de règlement.

ARTICLE 9 : TAXES

Les prix du présent marché sont libellés en hors taxes et toutes taxes comprises.

ARTICLE 10 : MODE DE REGLEMENT DES PRESTATIONS

Le paiement des prestations sera effectué mensuellement, par virement au compte bancaire du titulaire, en appliquant aux prestations réellement exécutées et régulièrement constatées, les prix unitaires du bordereau des prix -détail estimatif.

La redevance due pour une fraction de mois est décomptée au prorata temporis sur une base mensuelle de (30) trente jours;

La facture à présenter par le titulaire doit être conforme au modèle du bordereau de prix et établie en 3 exemplaires et arrêtée en toutes lettres, certifiée exacte et signée par le prestataire qui doit en outre rappeler son compte bancaire (RIB).

Le prestataire est tenu de joindre pour la justification de la facture précitée un attachement signé contradictoirement par le service concerné du maître d'ouvrage et le loueur.

Il sera tenu compte dans l'établissement des décomptes des montants des pénalités à appliquées.

Les parties de mois sont rémunérées sur la base journalière de 1/30 du prix unitaire mensuel correspondant.

ARTICLE 11 : RESILIATION DU MARCHE RECONDUCTIBLE

Le marché reconductible pourra être résilié, le cas échéant, par le Maître d'Ouvrage, dans les conditions prévues par le CCAG-EMO.

En plus de l'application des autres dispositions du CCAG-EMO relatives à la résiliation, le marché reconductible pourra être résilié de plein droit par le Maître d'Ouvrage aux torts du titulaire après mise en demeure par lettre recommandée dans les cas suivants :

- Fraude ou tromperie sur la qualité du service,
- Abandon des travaux,
- Interruption des travaux (3) trois jours consécutifs,
- Insuffisance numérique d'employés ou matériel ou non-respect des Critères ayant été à la base de l'attribution du marché reconductible à moins d'y remédier dans un délai de (24) Vingt-quatre heures sauf en cas de force majeure, et
- d'une manière générale pour non-exécution de l'une des clauses du marché reconductible.

ARTICLE 12 : CAUTIONNEMENT PROVISOIRE ET CAUTIONNEMENT DEFINITIF

Le cautionnement provisoire est fixé à 2.000 DH (deux Mille Dirhams),

Le cautionnement définitif est fixé à 3% du montant initial du marché. Si le prestataire de services ne réalise pas le cautionnement définitif dans un délai de 30 jours à compter de la date de la notification de l'approbation du présent marché, le montant du cautionnement provisoire fixé ci-dessus reste acquis à la société Nador West Med.

Le cautionnement définitif sera restitué ou la caution qui le remplace est libérée à la suite d'une mainlevée délivrée par le maître d'ouvrage dans un délai maximum de trois mois suivant la date de la réception définitive des prestations de services.

ARTICLE 13: RETENUE DE GARANTIE

Par dérogation à l'article 13 du CCAG-EMO, le titulaire est dispensé de la retenue de garantie.

ARTICLE 14 : ASSURANCES - RESPONSABILITE

Le prestataire de services doit adresser au maître d'ouvrage, avant tout commencement des prestations de services, les attestations des polices d'assurance qu'il doit souscrire et qui doivent couvrir les risques inhérents à l'exécution du marché et ce, conformément aux dispositions de l'article 20 du CCAG-EMO, tel qu'il a été modifié et complété.

ARTICLE 15 : SOUS-TRAITANCE

Si le prestataire de services envisage de sous-traiter une partie du marché, il doit requérir l'accord préalable du maître d'ouvrage auquel il est notifié la nature des prestations et l'identité, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse des sous-traitants et une copie conforme du contrat de la sous-traitance.

La sous-traitance ne peut en aucun cas dépasser cinquante pour cent (50%) du montant du marché.

ARTICLE 16 : DROITS DE TIMBRE ET D'ENREGISTREMENT

Le prestataire de service doit acquitter les droits auxquels peuvent donner lieu le timbre et l'enregistrement du marché, tels que ces droits résultent des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 17 : DOMICILE DU TITULAIRE

A défaut par le titulaire de satisfaire aux spécifications de l'article 17 du CCAG-EMO, toutes notifications se rapportant au marché reconductible lui seront valablement faites à l'adresse indiquée à l'acte d'engagement.

ARTICLE 18 : CONTROLE ET RECEPTION DES PRESTATIONS

Nonobstant le contrôle et la surveillance normale des prestations par le Maître d'Ouvrage, le prestataire de service doit fournir aux représentants du Maître d'Ouvrage, s'ils le demandent, tous les renseignements et explications utiles pour l'exécution de leur mission.

En outre, il doit informer le Maître d'Ouvrage de tous les incidents ou problèmes qui interviennent durant l'accomplissement de sa tâche ainsi que les mesures prises pour y remédier. Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de contrôler :

- La présence des vigiles dans leurs postes et en cas d'absence constatée la pénalité prévue à l'article 33 ci-dessous sera appliquée ;
- La conformité du profil des vigiles et du matériel utilisé avec les propositions contenues dans l'offre de l'entreprise.

Après exécution des prestations conformément aux prescriptions du marché reconductible, il sera dressé à la fin de chaque mois un procès-verbal de réception partielle signé par le représentant du maître d'ouvrage.

Une réception définitive sera prononcée au titre de chaque année. Le procès-verbal de réception définitive sera dressé et signé par les représentants du maître d'ouvrage et du titulaire.

ARTICLE 19 : DELAI DE GARANTIE

Il n'est pas prévu de délai de garantie.

ARTICLE 20 : PENALITES POUR RETARD

Conformément aux dispositions de l'article 42 du CCAG-EMO, et en cas de retard constaté dans l'exécution des prestations, par le titulaire, il lui sera appliquée une pénalité par jour calendaire de retard de 1‰ (un pour mille) du montant du marché modifié ou complété éventuellement par les avenants.

Cette pénalité sera appliquée de plein droit et sans mise en demeure sur toutes les sommes dues au prestataire de services.

L'application de ces pénalités ne libère en rien le prestataire de services de l'ensemble des autres obligations et responsabilités qu'il aura souscrites au titre du présent marché.

Toutefois, le montant cumulé de ces pénalités est plafonné à dix pour cent (10%) du montant du marché modifié ou complété éventuellement par des avenants.

Lorsque le plafond des pénalités est atteint, le Maître d'Ouvrage est en droit de résilier le marché après mise en demeure préalable et sans préjudice de l'application des mesures coercitives prévues par l'article 52 du CCAG-EMO.

ARTICLE 21 : LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION

Le prestataire de services ne doit pas recourir par lui-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption des personnes qui interviennent, à quelque titre que ce soit, dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du marché.

Le prestataire de services ne doit pas faire, par lui-même ou par personne interposée, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion d'un marché et lors des étapes de son exécution.

Les dispositions du présent article s'appliquent à l'ensemble des intervenants dans l'exécution du présent appel d'offres.

ARTICLE 22 : PROTECTION DE LA MAIN D'OEUVRE, CONDITIONS DE TRAVAIL, IMMIGRATION AU MAROC

Les formalités de recrutement et de paiement des employés sont celles prévues par les dispositions de l'article 19 du CCAG-EMO.

ARTICLE 23 : MESURES DE SECURITE

Le prestataire de services s'engage à respecter les mesures de sécurité conformément aux dispositions de l'article 24 du CCAG-EMO.

ARTICLE 24 : REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES

Si, en cours d'exécution du marché, des désaccords surgissent avec le titulaire, les parties s'engagent à régler ceux-ci dans le cadre des stipulations des articles 53 à 55 du CCAG-EMO.

Les litiges éventuels entre le maître d'ouvrage et le prestataire de services sont soumis aux tribunaux compétents.

CHAPITRE II : TERMES DE REFERENCES

ARTICLE 25 : CONSISTANCE DE LA PRESTATION DE L'ENTREPRISE

Le titulaire s'engage à assurer 24h/24h le gardiennage et la surveillance des locaux, matériels et véhicules en stationnement dans le parking du Maître d'Ouvrage.

Ses équipes doivent notamment :

- Accueillir les visiteurs ;
- Appeler les personnes demandées à l'accueil ;
- Orienter les visiteurs vers les services concernés ;
- Contrôler les entrées et sorties de toutes les fournitures et matériels ;
- Surveiller les bureaux et les véhicules appartenant au Maître d'Ouvrage, au personnel de la société et aux visiteurs ;
- Prendre les messages destinés au personnel du Maître d'Ouvrage ;
- Surveiller et contrôler les visiteurs avec discrétion et professionnalisme ;

- Procéder à une fouille discrète des prestataires de services, fournisseurs et des femmes de ménages ;
- Protéger les lieux, le personnel et les visiteurs de la société ;
- Secourir toute personne ayant un malaise ;
- Procéder aux premières interventions en cas d'incendie et aider à l'évacuation des lieux en sang froid et professionnalisme en utilisant les moyens mis à leur disposition et en alertant les personnes et les autorités concernées ;
- Procéder à des rondes générales à la fermeture des bureaux pour vérifier :
 - L'absence d'intrus ;
 - La fermeture des portes et fenêtres ;
 - La fermeture des robinets ;
 - L'extinction des lumières et des appareils électriques de services.
- Tenir les registres de gardiennage à savoir :
 - Registre des réclamations et consignes particulières
 - Registre de contrôle des interventions techniques effectuées par des organismes extérieurs, l'agent de sécurité doit accompagner le technicien lors de la tournée de contrôle ;
- Maintenir une relation permanente avec les responsables du Maître d'ouvrage ;
- Garder une stricte confidentialité et non divulgation de tout renseignement ou information.

ARTICLE 26 : OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Le titulaire du marché reconductible s'engage à :

- Mettre en œuvre tous les moyens humains et matériels nécessaires pour assurer efficacement sa mission notamment ceux proposés dans son offre.
- Mettre à la disposition de ses employés des registres dans lesquels chaque vigile doit rédiger ses observations et le signer avant de quitter son service.
- Les préposés de l'entreprise doivent être de bonne moralité, avoir une bonne condition physique, posséder les capacités et aptitudes de l'agent de sécurité et avoir un niveau scolaire suffisant. Tout agent qui n'a pas les qualités requises (morales ou professionnelles) pour l'exercice de cette fonction doit être remplacé immédiatement.
- Pour les prestations de surveillance et de gardiennage pendant les week-ends et jours fériés les vigiles doivent établir les listes des personnes ayant visité les locaux, tout en mentionnant leurs noms, prénoms, qualité, l'objet et l'heure de leurs visites, ainsi que les véhicules en stationnement et ceux entrant et sortant des locaux de la société.
- Veiller à ce que les salaires soient en conformité avec la réglementation du travail en vigueur. A cet effet, le titulaire s'engage à :
 - Octroyer à son personnel un salaire mensuel égale au moins au SMIG ;
 - Le titulaire doit remettre chaque fois que le Maître d'Ouvrage le demande une copie des bulletins de paie du personnel affecté dans le cadre de ce marché ;
 - Inscrire l'ensemble du personnel affecté dans le cadre du présent marché auprès de la CNSS ;
 - Le titulaire doit remettre chaque fois que le Maître d'Ouvrage le demande une copie du bordereau de la déclaration de son personnel affecté dans le cadre de ce marché auprès de ladite Caisse.

ARTICLE 27 : RESPONSABILITE DU TITULAIRE

Le prestataire répond des faits et fautes de ses agents ayant entraîné un préjudice quelconque au Maître d'Ouvrage, à son personnel ou au partenaire de celle-ci.

Toutes les dispositions doivent être prises par le prestataire pour procéder au remplacement des agents défaillants ou permissionnaires, tout en veillant toutefois, à la limitation de ces phénomènes, de manière à ce qu'aucun des postes de garde prévus ne reste vacant.

Le maitre d'ouvrage doit être informé immédiatement de la démission ou du licenciement des agents assurant la mission du gardiennage et de la surveillance.

En cas de vol ou détérioration de matériel ou équipement se trouvant dans l'enceinte des bureaux du Maitre d'Ouvrage, le titulaire sera tenue de dédommager la société ou l'intéressé.

ARTICLE 28 : TENUE DE TRAVAIL ET ENCADREMENT

Les employés du titulaire de surveillance et de gardiennage doivent porter une tenue de travail propre, correcte, identique et uniforme constituée d'une veste, pantalon, unie grise ou bleu, la chemise blanche ou bleu ciel cravate et chaussures en cuir de couleur noir et être encadrés et contrôlés par un superviseur.

ARTICLE 29 : REMUNERATION DU PERSONNEL DE GARDIENNAGE

Le personnel en poste de gardiennage et de surveillance des bureaux du Maitre d'Ouvrage doit percevoir un traitement conforme à la réglementation en vigueur.

Le titulaire est tenu de se conformer au code de travail pour la rémunération de son personnel au plus tard le 1^{er} de chaque mois en leur octroyant au minimum un salaire équivalent au SMIG.

Si un nouveau salaire minimum entre en vigueur pendant l'exécution des travaux, ce salaire devient applicable à partir de la date d'entrée en vigueur, sans que le maître d'ouvrage soit tenu de le notifier au titulaire.

En cas de retard régulièrement constaté dans le paiement des salaires, le maître d'ouvrage effectue une retenue sur les sommes dues au titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Il en avise l'inspecteur du travail.

ARTICLE 30 : OBJETS TROUVES

Les objets trouvés dans l'enceinte des bureaux de la société NWM, par le personnel de gardiennage et de surveillance, doivent être remis directement et contre émargement au responsable chargé des affaires générales de la société NWM.

ARTICLE 31 : CONTROLE ET RECEPTION DES PRESTATIONS

Nonobstant le contrôle et la surveillance normale des prestations par le Maitre d'Ouvrage, le titulaire doit fournir aux représentants du Maitre d'Ouvrage, s'ils le demandent tous les renseignements et explications utiles lors de l'exécution des prestations.

En outre, il doit informer le Maitre d'Ouvrage de tous les incidents ou problèmes qui interviennent durant l'accomplissement de ses tâches ainsi que des mesures prises pour y remédier.

Le Maitre d'Ouvrage se réserve le droit de contrôler la présence des préposés du titulaire dans leurs postes et, en cas d'absence constatée, une pénalité de cent dix (110) dirhams par personne et par jour d'absence sera appliquée au titulaire.

**Directeur Général de la Société
Nador West Med**

Lu et accepté par l'entrepreneur